

# Europe et directive service

---

**Organisé par Réso solidaire**  
pôle de développement de l'économie sociale et  
solidaire du pays de Rennes

[www.resosolidaire.org](http://www.resosolidaire.org)

02 99 26 34 60



# Europe et directive service

---

**Conférence-débat**

**20 septembre 2010, BRUZ**

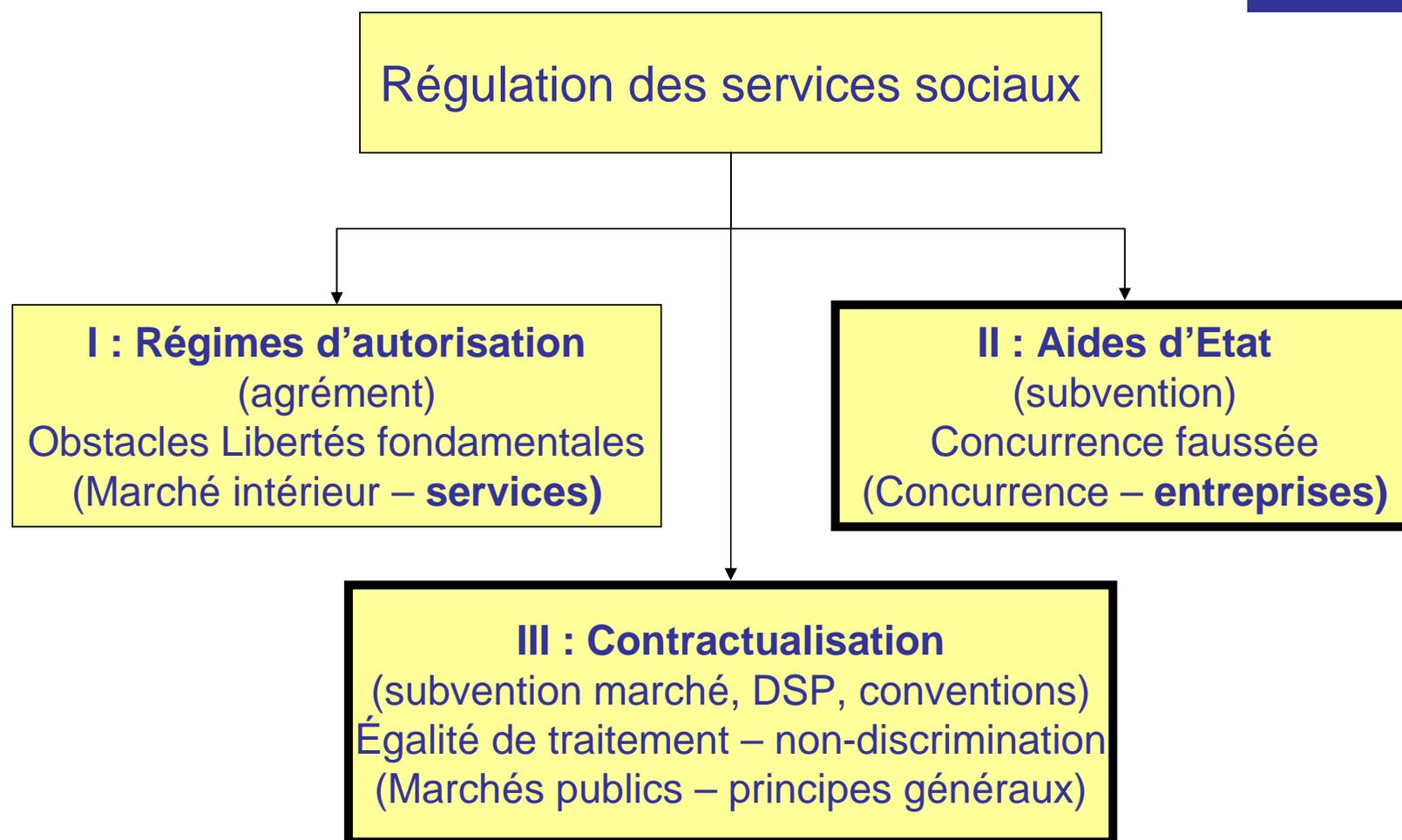
**Intervenant : Laurent Ghekiere, collectif SSIG**

# Droit communautaire et Formation pro :

## 3 points d'impact

COLLECTIF

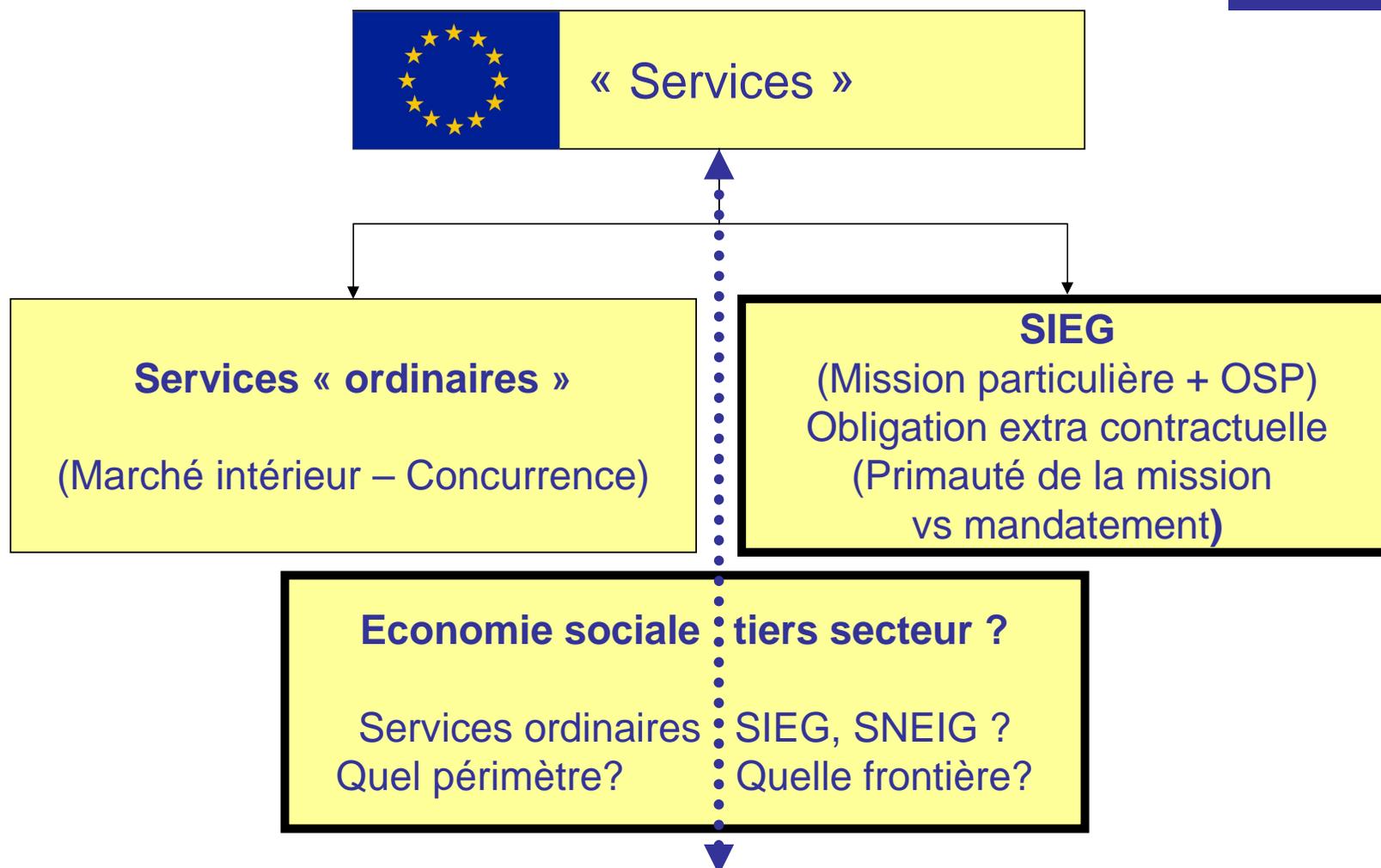
SSIG



L'Europe et la directive service : les services d'intérêt économique général

# Dualité du droit communautaire (arrêt BUPA)

COLLECTIF **SSIG**



L'Europe et la directive service : les services d'intérêt économique général

# 4 exigences / SIEG

COLLECTIF SSIG

1. Caractère de nécessité du besoin à satisfaire
2. Caractère particulier de la mission impartie
3. Obligations spécifiques de service public imposées :  
contrepartie directe à la subvention
4. Entreprises chargées de la gestion du SIEG >  
mandatement (obligation extracontractuelle de fournir le  
service à tout utilisateur éligible)

L'Europe et la directive service : les services d'intérêt économique général

# I : Directive services (agrément)

COLLECTIF

SSIG

- En vigueur depuis le 28 décembre 2009
- Pas de loi-cadre FR de transposition
- Pas de liste de services sociaux exclus
- 500 régimes notifiés (non rendus publics)
- Mandatement / collectivités territoriales : pas un critère d'exclusion (art.2.2.J)
- Approche par secteur : logement vs crèches
- PPL SSIG (rejet AN – Vote Sénat jeudi)
- Application directe directive services

## Exclusion des soins de santé

- les services de soins de santé, qu'ils soient ou non assurés dans le cadre d'établissements de soins et indépendamment de la manière dont ils sont organisés et financés au niveau national ou de leur nature publique ou privée;

## Exclusion des services sociaux (art.2.2.J)

- les services sociaux relatifs :
  - au logement social,
  - à l'aide à l'enfance,
  - à l'aide aux familles et aux personnes se trouvant de manière permanente ou temporaire dans une situation de besoin

qui sont assurés :

- par l'État,
- par des prestataires mandatés par l'État
- ou par des associations caritatives reconnues comme telles par l'État;

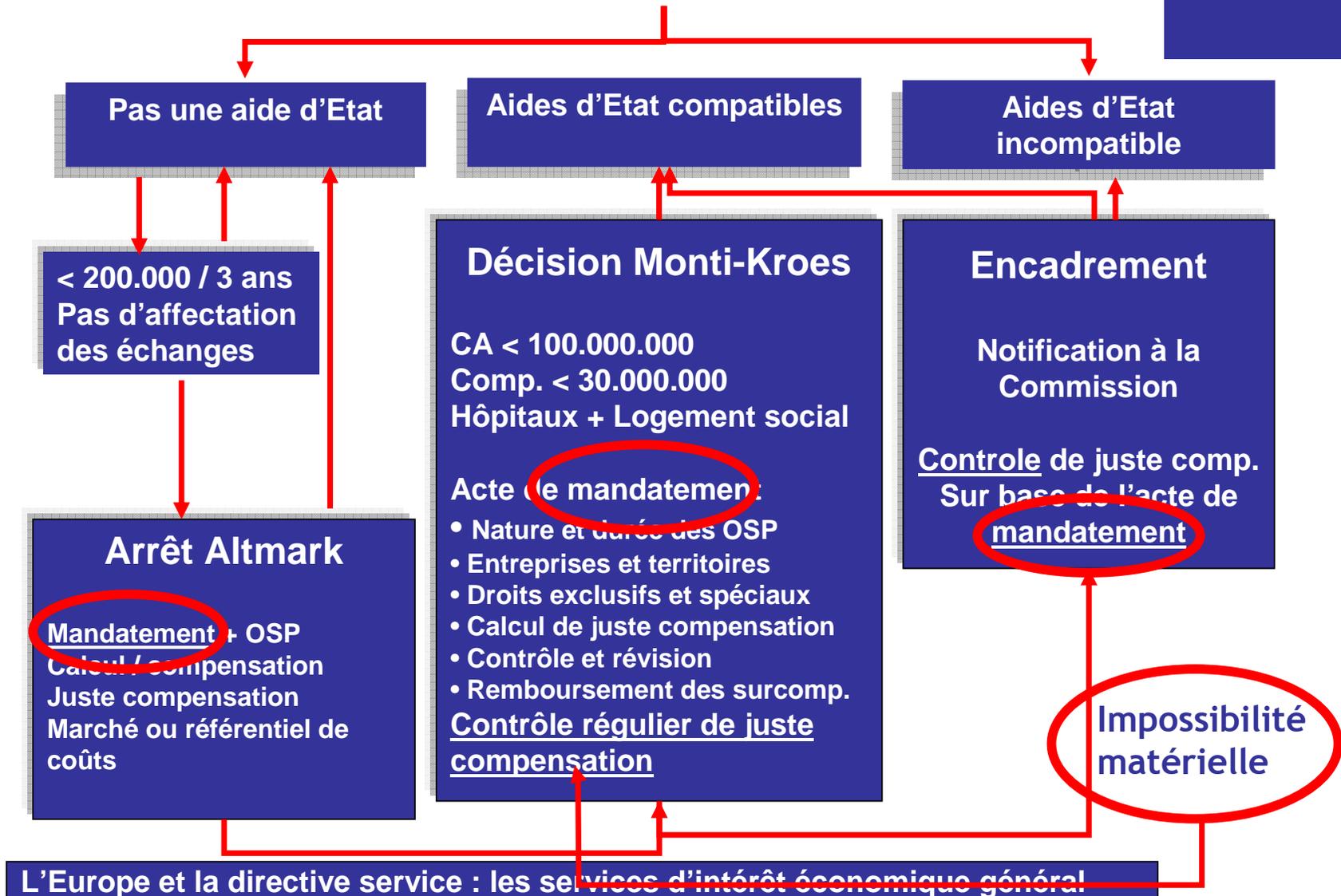
## II : Aides d'Etat (subventions) COLLECTIF SSIG

- **2003 : arrêt Altmark : 4 critères**
- **Novembre 2005 : paquet « Monti-Kroes »**
- **...> Juillet 2008 : circulaire DGCL**
- **Mars 2009 : rapport de la France / Commission**
- **18 Janvier 2010 : circulaire Fillon / CPO SIEG**
- **Printemps 2010 : consultation publique Commission**
- **Fin 2010 : rapport d'évaluation / Commission**
- **2011 : Avis du Conseil et du Parlement - révision éventuelle si problème de mise en oeuvre**

# Financement de la Formation pro / SIEG

Aides d'Etat ? – Aide d'Etat compatible – Aide d'Etat à notifier ?

COLLECTIF SSIG



## Circulaire Fillon 18 Janvier 2010

- **5 ans après la décision communautaire...**
- **CPO euro compatible / aides d'Etat**
- **Droit d'initiative associatif = modalité à part entière d'exécution d'un SIEG**
- **« CPO SIEG » Etat - associations**
- **Utilisable par les collectivités territoriales**
- **Campagne d'information des Préfets...**

**Droits fondamentaux – Protection sociale – Cohésion sociale et territoriale - Solidarité**

Santé – Logement – Emploi – Éducation - Insertion – **Formation**  
Régimes de protection sociale – Vieillesse – Enfance – Handicap...

Besoins humains et sociaux de base – besoins vitaux - besoins réels  
**Caractère de nécessité des besoins à satisfaire** – protection des forces du marché  
Conditions économiques nécessaires à leur satisfaction effective

**Principes communs SIEG**

**Principes généraux du Traité**

Accès universel  
Continuité  
Qualité  
Accessibilité tarifaire  
Protection des utilisateurs

**DELIBERATION**  
**Qualification explicite de SIEG**  
par **les conseils régionaux**  
sous contrôle d'erreur manifeste

Transparence  
Proportionnalité  
Égalité de traitement  
Nécessité  
Non discrimination

**ACTE DE CONTRACTUALISATION**  
Subvention CPO SIEG Fillon  
Marché public (art.30 CMP)  
Concession de service (DSP)  
Droits exclusif ou spéciaux (loi)

Mission particulière

Obligations spécifiques

Association (s) mandatée(s)

Utilisateurs

Acte de puissance publique  
Acte officiel de mandatement

Obligation de fournir le SIEG  
Obligation de contracter

Boite à outils SIEG  
Collectivités territoriales

Actes officiels  
de mandatement

COLLECTIF **SSIG**

**DELIBERATION SIEG**

Qualification des services sociaux de SIEG  
(art.14 et 106.2 Traité)

- Mission(s) particulière(s) impartie(s)
- Obligation(s) spécifique(s), nature, durée
- Territoire concerné
- Droits exclusif ou spéciaux octroyés
- Paramètres de calcul de la compensation
- Principe de juste compensation

+

Liberté d'organisation et de  
**CONTRACTUALISATION SIEG**

Par appui à un projet d'initiative associative s'inscrivant dans le cadre du SIEG défini par délibération

**SUBVENTION**

**DROIT UE**  
Pas un marché  
Critères clés : absence de commande, initiative associative, caractéristiques et modalités d'exécution non prédéfinies, pas de rémunération par un prix.

Publicité préalable adéquate

**DROIT FR - procédure**  
CPO SIEG - Circulaire du 18.01.10  
JORF n°16 du 20.01.10

Par achat d'une prestation de service social en contrepartie d'une rémunération sous la forme d'un prix

**MARCHES PUBLICS**

**DROIT UE**  
Art.21 – Annexe IIB  
Directive marchés publics  
Critères clés : commande publique, prix, recherche d'un prestataire, caractéristiques et modalités d'exécution prédéfinies, sanctions et pénalités d'inexécution.

Publicité préalable adéquate

**DROIT FR - procédure**  
Art.30  
Code des Marchés publics

Par octroi d'un droit d'exploiter un service social rémunéré par une redevance due par les usagers

**DELEGATION DE SERVICE PUBLIC**

**DROIT UE**  
Concession de services  
Critère clé : risque d'exploitation

Publicité préalable adéquate

**DROIT FR - procédure**  
Délégation de service public  
Loi Sapin

Par octroi d'un monopole ou d'agrèments, de licences ou labellisation

**DROITS EXCLUSIF OU SPECIAUX**

**DROIT UE**  
Critère clé : si nécessaire et proportionné à l'accomplissement de la mission particulière impartie au SIEG (art.106.2)

Publicité préalable adéquate

**DROIT FR - procédure**  
Base législative

**L'Europe et la directive service : les services d'intérêt économique général**

# Droit applicable en 2010

COLLECTIF

SSIG

## Définition des SIEG

- large discrétion des EM – Délibération des collectivités locales
- erreur manifeste = champ d'application du social > **Périmètre**

## Organisation : 4 modes de contractualisation

- Production directe ou in-house
- CPO SIEG
- Marchés public de services (art 30 CMP)
- Concessions de services (si risque d'exploitation) DSP
- Droits spéciaux (agrément) ou droits exclusifs (monopoles)

## Financement hors marchés publics

- Aides d'Etat sous la forme de compensation de service public

## Mandatement – (Délibération + contractualisation)

- entreprises concernées
- territoires concernés
- droits exclusifs ou spéciaux
- obligations de service public, nature et durée
- critères de juste compensation, révision et contrôle effectif

L'Europe et la directive service : les services d'intérêt économique général